### Macroéconomie





## Lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités sociales

La hausse des budgets de l'Etat est une condition essentielle à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté au Burkina Faso.

Avec le Programme d'appui budgétaire général et le dialogue politique qui l'accompagne, la Suisse encourage une meilleure allocation des ressources aux secteurs prioritaires (éducation, santé, etc). Elle favorise aussi le renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources internes, le contrôle et la transparence dans la gestion des ressources publiques.



Période totale : 2021-2024

Budget 2021-2024 : CHF 18'000'000 Couverture géographique : nationale

# 27<sub>milliards</sub>

de francs suisses, c'est le budget du Plan national de développement économique et social du Burkina Faso pour la période 2016-2020.

Plus de

**36**%

de financement extérieur doit être mobilisé pour espérer réduire le seuil de pauvreté de 40% à 35% d'ici à 2020

#### Contexte et enjeux

Le Burkina Faso est confronté à une forte pauvreté au sein de sa population. La menace sécuritaire liée aux activités des groupes terroristes sur son territoire accentue encore ce défi. Pour dynamiser ses secteurs de production et obtenir une croissance forte et durable à même de réduire le taux de pauvreté, le Burkina Faso doit accélérer les réformes : promouvoir la bonne gouvernance et la qualité des institutions, accroître la productivité du capital humain et renforcer la compétitivité de l'économie pour générer plus d'emplois décents au

profit des populations, en particulier les jeunes et les femmes.

C'est à cette fin qu'un groupe coordonné de bailleurs de fonds, dont la Suisse, soutient le Burkina Faso par des programmes d'aide budgétaire. Ils visent à stabiliser le pays en contribuant de manière coordonnée et décisive à l'exécution du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020, axé essentiellement sur la lutte contre la pauvreté.

#### Approche de la Coopération suisse

Avec son appui budgétaire général 2017-2020, la Suisse a versé une **subvention directe au Gouvernement burkinabè** pour la mise en œuvre du PNDES. Depuis 1994, l'aide budgétaire permet à la Suisse d'exercer une influence dans le cadre du **dialogue politique** avec le Gouvernement burkinabè. Les thèmes de ce dialogue étaient portés sur le choix des politiques de développement prioritaires, la lutte contre la corruption, le transfert de ressources aux collectivités, l'exploitation transparente et soutenable des ressources naturelles, ou encore la prise en compte de la forte croissance démographique du pays.

La Suisse applique le principe d'alignement de l'aide : elle privilégie la modalité d'un appui direct et fongible au Gouvernement burkinabè. Les décaissements sont conditionnés à l'engagement effectif du Gouvernement dans la conduite des réformes pour assainir les finances publiques et orienter les ressources octroyées vers les priorités de développement déclinées dans le PNDES.

#### Des réformes majeures

Ces dernières années, l'aide budgétaire à laquelle participe la Suisse a fortement contribué à l'adoption de réformes majeures pour la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso. On peut citer l'adoption de la loi anticorruption et du code minier de 2015, la mise en place du Fonds minier de développement local, ou encore l'informatisation des procédures fiscales pour plus de transparence et d'efficacité dans le recouvrement.

#### **Parties prenantes**

- Cadre général d'organisation des appuis budgétaires (CGAB)
- Ministère de l'économie, des finances et du développement: Direction générale de la coopération et Direction générale des études statistiques et sectorielles
- Secrétariat technique du PNDES